

EN LIGNE CE MOIS-CIsur <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge>**La forge numérique**

héberge et diffuse tous documents multimédia (photos, vidéos, fichiers son) relatifs à l'activité scientifique de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines (MRSH) et des équipes qui y sont associées. Enregistrements audio ou vidéo de colloques, conférences, photos de terrains, entretiens de chercheurs, présentation d'ouvrages par leurs auteurs alimentent régulièrement ce réservoir numérique.

À écouter

► **De quoi l'appropriation des ronds-points par les gilets jaunes est-elle le signe ?**

ETIENNE WALKER, CHLOÉ TESSIER & BÉRANGÈRE LAREYNIÉ, JEAN-BAPTISTE DEVAUX & ANTOINE LÉVÊQUE

► **Faire des livres avec des films**

JEAN CLÉDER

► **Écrire un érotisme révolutionnaire**

RAPHAËL JAUDON

► **Le dispositif de la lettre ouverte dans «Letter to Jane»**

PHILIPPE DE VITA

À voir

► **La Grande Collecte**

ÉLISABETH OLIVE

► **La Bibliothèque bleue publiée en Normandie**

PASCALÉ MOUNIER, SOPHIE BIARD

► **Entretien avec Laurent Mauvignier**

LAURENT MAUVIGNIER, SYLVIE LOIGNON

► **Godard machine à écrire**

PIERRE EUGÈNE

► **Liberté Francophonie Sexualité**

AMY D. WELLS

► **Pierrot à la lettre**

ALAIN BERGALA

Chères toutes et chers tous, cher(e)s collègues

J'espère que cette lettre vous trouvera en bonne santé ainsi que vos proches, c'est l'essentiel en cette période si particulière. Nous gardons le lien avec beaucoup d'entre vous, l'USR fonctionne, travaille à distance comme vous le faites. À la préoccupation majeure de l'épidémie toujours menaçante, s'ajoutent les complications obligées du travail avec les charges de famille et les conditions de confinement plus ou moins difficiles selon les cas. Sachez que nous sommes à votre disposition si, sur une question ou une autre, nous pouvons vous soutenir ou vous être utile. N'hésitez pas à nous contacter, vos interlocuteurs habituels sont joignables. Beaucoup d'entre vous sont accaparés par la continuité pédagogique ; les pôles et les activités de recherche de l'USR se poursuivent avec des modalités adaptées. À nos lecteurs extérieurs à l'université et partenaires, nous formulons les mêmes souhaits et sommes disponibles à vous.

Nous avons voulu maintenir la lettre. Elle est évidemment différente. Vous y trouverez des retours d'activités réalisées comme d'habitude, mais également une actualité liée à la pandémie. Plusieurs de nos collègues, responsables de pôles, ou autres livrent un regard sur la situation. La cellule communication de la MRSH consacre une rubrique à ce sujet sur le carnet hypothèses, vous avez été destinataire d'un mail vous invitant à y participer.

La situation sanitaire est la priorité, soigner les malades, en sauver le plus possible, se protéger les uns les autres. Même dans cette priorité, l'apport des domaines de nombreuses disciplines SHS est important. Au-delà de cette priorité, pour penser le monde d'après, il l'est encore plus. Une de nos équipes et un de nos pôles, le CERREV et le pôle Risques ont répondu à l'ANR flash sur la pandémie, des travaux sur l'information sont en cours, Elsa Jaubert, très à l'initiative sur le sujet, en parle dans cette lettre.

LE CNRS et l'INSERM, avec les universités, lancent une initiative au long cours qui concerne la pandémie mais aussi son contexte et le futur à penser : **Crises sanitaires et environnementales**. Cette initiative est destinée d'une part, à court terme, à faire circuler l'information dans notre monde scientifique, à coordonner les initiatives, mais aussi à faire lever et travailler les grandes questions de recherche qui devront être traitées. Une lettre va parvenir à chaque directrice, directeur d'UMR et d'EA.

Le réseau des MSH s'inscrit d'ores et déjà dans cette grande initiative de réflexion et de recherche. La MSH Alpes qui avait lancé un appel à contributions il y a quinze jours a reçu à ce jour près de 600 réponses. En coordination avec le CNRS et les universités, toutes les MSH, avec leur culture de pluri et interdisciplinarité, vont chacune sur leur site accompagner, aider, coordonner et organiser les initiatives de recherche qui se feront jour. Au niveau national le réseau met en place un dispositif pour coordonner ces initiatives, mettre en relation les chercheurs et les équipes, coordonner les interventions des ingénieurs des USR pour renforcer toutes ces initiatives en lien avec le CNRS et les Alliances Athena et Avisean.

Le site universitaire compte nombre de collègues qui peuvent contribuer sur cette vaste question **Crises sanitaires et environnementales**. La MRSH a déjà beaucoup d'activités sur ces domaines nourries par les équipes, les pôles et la chaire d'excellence. Il ne fait guère de doute que, sur cette question, nombre de chercheuses et chercheurs de l'université de Caen seront présents. Et revenons à l'essentiel du jour : prenez soin de vous et de vos proches.

Pascal Buléon (Directeur de la MRSH)



CRISE SANITAIRE

Vivre ce que l'on subit

Inactuelle par nature, la philosophie ne réagit jamais à chaud sur les événements, a fortiori sur une crise d'une telle ampleur qui va faire époque. Le philosophe est un homme prudent et patient, qui laisse d'abord les situations se préciser, et il se garde bien de bavarder quand tout est encore gris. Bien évidemment, il ne manque jamais d'individus incarnant la figure monstrueuse du pseudo sage, celui qui cherche sa propre gloire en distribuant dans l'urgence de soi-disant leçons de sagesse et des fausses consolations, qui relèvent, au mieux, du bon sens. Néanmoins, c'est tout de même la tâche de l'université que de ne pas laisser la parole aux seuls charlatans. Ce n'est pas non plus aux philosophes d'établir les différentes causalités de cette crise sanitaire, ni de prédire ses probables conséquences économiques, sociales ou politiques. Le philosophe ne veut pas développer une réflexion de plus, mais il propose une autre forme d'interrogation, une interrogation plus universelle, qui porte sur ce qu'est une crise et sur la façon humaine de répondre à une situation de crise. C'est ainsi et seulement ainsi que le philosophe pourra apporter son aide, par exemple à tous les soignants qui se dévouent, et non en devenant un distributeur de leçons de morale. S'élever à l'universel, qui n'a rien d'abstrait, c'est peut-être l'unique façon non religieuse de garder espoir en conservant une pensée de l'avenir.

Selon le sens du mot grec *krisis*, la crise est à la fois un moment de dépossession dans lequel toutes les représentations sur son monde et sur soi-même sont ébranlées, et même parfois s'effondrent, et un moment de jugement, un moment de discernement, dans lequel on tente de comprendre ce qui nous arrive. Or, pour la situation qui est la nôtre avec cette crise sanitaire, la compréhension est particulièrement difficile et il est possible d'avoir un sentiment d'absurdité. À première vue, cette crise n'est pas l'autodestruction de l'humanité à laquelle bien des propos apocalyptiques nous préparaient. Elle ne semble pas liée à une erreur de l'homme, à un manque de jugement, à une insuffisance de réflexion sur ses responsabilités, mais elle paraît totalement contingente, et du coup il est d'autant plus difficile de lui donner un sens. On est devant l'absurde de l'apparition et du développement ravageur d'un virus. Certes, certains veulent trouver des coupables, dénoncer des inconséquences et des impréparations, mais le problème n'est pas là dans l'urgence du présent, qui nous fait expérimenter le tragique de notre finitude et défait nos illusions de toute-puissance.

Ainsi, la seule réponse possible à une telle crise, c'est de ne pas la considérer seulement comme la fin d'une époque, mais plutôt comme un moment de déséquilibre, de rupture, dans lequel nous pouvons tenter de donner sens à ce qui nous arrive. La crise est là, on ne la choisit pas, on la subit, et il ne sert à rien de tomber dans le désespoir mélancolique du « si nous

avons été plus prudents ». Encore une fois, si nous ne décidons pas de la crise, nous pouvons décider du sens que nous lui donnons, non seulement par la réflexion, mais également par notre action. C'est en agissant qu'il est possible de donner sens à ce qui nous tombe dessus, et dans ces circonstances plus encore que dans d'autres. Il y a la brisure du drame et la tâche de vivre avec sans perdre son avenir, la tâche de se demander ce que l'on a à être à travers sa finitude. Il ne s'agit pas du tout de céder à un volontarisme optimiste, mais au contraire de prendre conscience de l'étendue du drame qui est en train de se jouer dans le monde. Bien sûr, on est tous tenté de « mettre en panne », comme on dit en navigation, en attendant que l'orage passe, et c'est même un impératif de la prudence, mais pour vivre cette crise au lieu de seulement la subir, il est également nécessaire de prendre toute la mesure de la désolation présente et à venir afin de pouvoir lutter contre l'oubli de la condition humaine.

Ce n'est que depuis la conscience de cette désolation qu'il est possible de s'interroger, concrètement, sur notre tâche de préserver l'humain, qui est tout sauf une ressource que l'on gère. Bien sûr, on peut attendre de cette crise de la nouveauté, de la créativité, une capacité à réinventer le monde, mais tout cela sera vain si elle n'est pas également le moment d'une reconnaissance plus haute du « droit d'être un homme », comme disait Vassili Grossman depuis une autre crise. Pour le philosophe, il dépend de notre responsabilité que cette crise ne soit pas un simple tournant vers une autre époque, mais un retournement éthique dans une promesse que l'humanité se fait à elle-même.

Emmanuel Housset
Identité et Subjectivité, UNICAEN

<https://mrsh.hypotheses.org/4714>



Le Penseur, 1880, Auguste Rodin, Musée Rodin, Paris, France

CRISE SANITAIRE

À propos du coronavirus : il y a trois siècles, le retour de la peste

Alors que l'épidémie de Covid-19 inquiète nos contemporains, un retour sur la peste de 1720 – qui fit 150 000 morts dans le Sud-Est – souligne l'intérêt des mesures de confinement face aux maladies contagieuses. Répétition d'une situation en cas d'épidémie, la peste dite « de Marseille » – bien qu'elle se soit étendue à toute la Provence et à une partie du Languedoc – souligne l'incompatibilité entre activités économiques et protection des populations. Retour en arrière de trois siècles tout juste sur un espace qui concerne une petite dizaine de nos départements actuels (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-de-Haute-Provence, Vaucluse, Gard, Hérault, Lozère, Ardèche, et peut-être Drôme et Aveyron).

Lorsque le vaisseau Le Grand Saint-Antoine accoste à Marseille, fin mai 1720, il porte la mort, matérialisée par *Yersinia pestis*, de génotype orientalis. Une peste sans rats, venue de Syrie, puisque le vecteur de ce génotype est le poux, et non la puce. Des ballots de soie débarqués en fraude sèment la peste dans la ville fin juillet. Au cours de l'été, toute la Provence est infectée, villes et campagnes. La progression est censée être contenue par un cordon sanitaire. Entre Provence et Comtat-Venaissin on construit un véritable mur à la demande du vice-légat du Pape. Il en va de même avec le Piémont et le comté de Nice.

Néanmoins, les barrières sont franchies en raison de la nécessité du commerce. Transporté par des hommes qui circulent sans autorisation et par des marchandises de contrebande, le bacille de Yersin franchit le Rhône et infecte le Languedoc. La contagion s'étend aux montagnes. Dès novembre 1720, la peste éclate à Corréjac, en Gévaudan, puis à La Canourgue, le bourg proche. Pendant l'hiver un blocus local arrête un temps l'épidémie, qui reprend au printemps 1721. Marvejols est touché en mai 1721, puis Mende en août, avant que tout le Vivarais et le Gévaudan ne le soient durant l'été. La dispersion de l'habitat et la difficulté d'organiser à l'intérieur des blocus efficaces favorisent la progression. Au nord-est de Marvejols, Saint-Léger-de-Peyre (Lozère) est l'une des communautés les plus septentrionales qui soit victime de la peste. Pour éviter la contamination, les familles enterrent elles-mêmes leurs pestiférés dans les jardins. L'un des prêtres de la paroisse décrit une situation de détresse qui rappelle les siècles antérieurs : « Le père abandonnait son enfant, l'enfant le père, le mari la femme, et la femme le mari, sans en paraître touchés de douleur. Nous avons vu les corps, dans le village de Valadou, rester huit jours sans que personne voulût les inhumer. Toute une famille ayant péri sur le Causse [dut] traîner les cadavres avec des crochets et des

pioches dans la fosse ». Pour ne pas avoir été enterrés assez profondément, des cadavres sont dévorés par les chiens et les bêtes féroces. À Valadou, village situé au nord de Marvejols, sur 160 habitants, 107 sont morts, 30 sont convalescents. À Marvejols, 1 800 personnes succombent sur 2 756 habitants.

L'ampleur de la contagion engage les autorités à renforcer drastiquement le cordon sanitaire pour protéger les provinces plus au Nord. « La maladie, note le curé de Villereversure (Ain), dans le Revermont, s'étendit dans la Provence et jeta une si grande alarme dans le royaume que l'on gardait les portes des villes et petits bourgs jusqu'au bout de la Bourgogne et Franche-Comté. On n'y pouvait entrer qu'avec des billets de santé, signés des curés ou officiers des lieux. En Savoie, on faisait tirer le mousqueton sur ceux qui voulaient entrer par force ». Ces mesures sont efficaces, car dans le Sud-Est, les derniers foyers sont confinés autour d'Alès, Avignon, Marseille, Mende et Orange et la peste disparaît en 1722.

Jean-Marc Moriceau
Co-directeur du pôle Rural, MRSH-Caen

<https://mrsh.hypotheses.org/4749>



Vue de l'hôtel de ville de Marseille pendant le peste de 1720, 1721, Michel Serre, Musée des beaux-arts de Marseille

CRISE SANITAIRE

Info et Coronavirus Covid-19 : une relative contagiosité ?

Bien avant l'apparition du Coronavirus Covid-19, les fausses informations les plus partagées sur la toile étaient déjà celles relatives à la santé (vaccination, SIDA, menstruations, cancer, alimentation, médecines alternatives...), un sujet de préoccupation universel, souvent lié à des expériences personnelles et propice aux angoisses, dont le partage est en outre socialement peu risqué. Mais le Covid-19 les a brutalement propulsées sur le devant de la scène numérique mondiale. L'épidémie actuelle s'accompagne ainsi d'une « infodémie » sans précédents, une épidémie d'informations basée essentiellement sur la propagation de rumeurs et de fausses informations, mais aussi sur l'inflation de produits journalistiques, rejoignant ainsi le phénomène déjà connu d'infobésité et semant le trouble dans l'opinion publique. L'OMS identifie ce phénomène comme un problème majeur, susceptible d'entraver les réponses à la véritable épidémie. Il faut dire que le cocktail est particulièrement expositif : angoisse face à une maladie inconnue, peur face à sa vitesse de propagation, incompréhension face aux mesures prises par les autorités, désarroi face à une communication officielle erratique. Les ingrédients ne sauraient être meilleurs, ce que confirme Hélène Romeyer, spécialiste des médias : « *Tout est donc réuni pour favoriser la désinformation et les rumeurs : on ne maîtrise pas le virus, on ne le comprend pas complètement, il vient d'un pays qui n'est pas transparent et l'usage des réseaux sociaux est très développé. L'explosion de l'offre et des outils médiatiques fait que cela prend très rapidement une proportion très importante.* ». On a ainsi vu déferler une véritable « infodémie », d'une ampleur certes inédite (à la mesure de la pandémie actuelle) mais

prévisible (pour les raisons évoquées ci-dessus). Cet article souhaite faire un bref point sur la situation en France : forme, typologie, conséquences et moyens de vérifier et de limiter les infox.

QUELLE CHARGE VIRALE EN FRANCE ? LES DIFFÉRENTS TYPES D'INFOX

La méthodologie s'appuie sur l'observation des principaux médias sociaux (Facebook, Twitter, Snapchat, Twitter, YouTube, WhatsApp), chaînes de SMS, de blogs et sites d'informations vecteurs d'infox en identifiant les thèmes clés relatifs à la notion d'infox. Le corpus repose sur une période allant du 6 février jusqu'au 30 mars 2020.

Dans ce contexte de pandémie, nous constatons que l'origine des infox n'est pas explicite, n'est pas validée par une institution, diffusée et relayée le plus souvent par les comptes personnels d'anonymes. Les infox prennent la forme de courts billets, de graphiques, d'images fixes détournées voire photomontées sans contexte précis (date, lieu...) et de vidéos. L'analyse des données recueillies permet de classer ces infox en sept catégories principales : celles qui concernent l'origine du virus, sa transmission, la prévention, le traitement, les populations à risque, le confinement, et les intérêts cachés prétendument liés à l'épidémie. [...]

[L'article complet est à retrouver en ligne sur le Carnet de la MRS](#)

Cécile Dolbeau -Bandin (CERREV, UNICAEN)
et Elsa Jaubert-Michel (ERLIS, UNICAEN)



CONTRE L'INFODÉMIE, ADOPTER QUELQUES « GESTES BARRIÈRES » SALUTAIRES

FACE À UNE NOUVELLE INFORMATION, QUELQUES RÉFLEXES S'IMPOSENT :

1. A-T-ELLE ÉTÉ DÉJÀ VÉRIFIÉE PAR DES FACT-CHECKEURS ?

Vous pouvez utiliser le #CoronaVirusFacts sur les médias sociaux ou consulter les principales rubriques de fact-checking françaises :

- <https://factuel.afp.com/le-coronavirus-les-verifications-faites-par-lafp>
- https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/03/13/coronavirus-petit-guide-pour-distinguer-les-fausses-rumeurs-des-vrais-conseils_6032938_4355770.html
- <https://www.liberation.fr/checknews,100893>

ou encore la base de données de l'IFCN (en anglais) <https://www.poynter.org/ifcn-covid-19-misinformation/>

2. EST-ELLE CONFORME AUX INFORMATIONS FOURNIES PAR LES AUTORITÉS DE SANTÉ PUBLIQUE ?

3. QUELLE EST SA SOURCE ? EST-ELLE FIABLE ? VÉRIFIABLE ?

4. DANS LE DOUTE, NE « LIKEZ » PAS ET SURTOUT NE PARTAGEZ JAMAIS !



CRISE SANITAIRE

Lecture sociologique du Covid19 au début du printemps 2020

Pour le sociologue, la pandémie de Covid19 est un révélateur, un laboratoire d'expérimentation grandeur nature de nombreux traits de notre société, aussi mon propos relèvera-t-il du patchwork plus que de l'analyse structurée et étayée. Ce que cette crise montre est fort diversifié : solidarités (entraides diverses et manifestations de soutien en direction des soignants...) mais aussi égoïsmes (bousculades dans les commerces, masques volés ou vendus au noir, l'autre considéré comme une menace...), normes d'hygiène et de distance interindividuelle de précaution régulièrement transgressées, etc.

Les vertus de la relocalisation de l'économie face aux catastrophes écologiques apparaissent en creux, tout comme celles de l'apprentissage de la lenteur dans ce monde d'accélération et celles d'un air devenant plus respirable avec la circulation qui diminue. Le grand public constate aussi les conséquences du manque de personnels dans les hôpitaux – tant les urgences que les services de réanimation en souffrance chronique depuis des années –, les fonctionnaires étant la principale variable d'ajustement des mesures visant à réduire les déficits budgétaires. On assiste également à des abus de pouvoir des autorités ou des dirigeants économiques et politiques. Ce sont ces derniers qu'il semble le plus utile de commenter un peu plus en détail car leur capacité d'action ou d'inaction (manque de masques et de tests) est plus large que celle de la population.

Côté économie, on note la volonté de profiter de la crise sanitaire : le patronat impose des congés pour RTT en ce moment et tente de contraindre les salariés à de pauvres vacances obligatoirement enfermées. Sanofi – liée à des intérêts étasuniens – propose 130 millions de doses de Chloroquine en France et, comme tous les appareils technocratiques, se sert des médias pour assurer une publicité gratuite et lancer la demande. L'Etat français a officiellement adoubé la stratégie du laboratoire en développant des essais cliniques. Si le médicament se mondialise, ce sont des milliards d'euros de bénéfices que Sanofi engrangera, sans que l'on sache encore l'efficacité réelle du médicament. Les autres grands appareils technocratiques du secteur, les concurrents tels que Novartis, Bayer ou Teva, sont à la même enseigne et donnent des doses pour lancer un marché, susceptible de devenir très rentable à court-moyen terme, selon la logique de production de la demande qui caractérise les grands groupes industriels...

Côté politique, ce sont les normes édictées pour le confinement qui sont quelquefois incohérentes. Quelle est la logique de la fermeture des marchés de plein air alors que les super et hyper marchés couverts restent ouverts ? Comment peut-on confirmer les municipales puis annoncer le confinement de la population presque le même jour ?

L'enfermement à domicile produit, en particulier chez ceux dont le logement est petit, de l'agressivité et du stress qui conduisent à une diminution des défenses immunitaires. Dans ces conditions, l'empêchement de faire du sport à l'extérieur – exutoire gratuit le plus efficace – apparaît comme irrationnel et contre-productif. L'essentiel sanitaire étant la distance (entre non cohabitants), il y a lieu de se demander en quoi marcher ou courir sur une plage, seul ou à plusieurs (à distance, avec d'éventuels contrôles par drone), favoriserait la contamination... Or les interdictions de fréquenter les plages ou les parcs et la limitation du mouvement à un km du domicile sont officielles et risquent fort de faire « craquer » psychologiquement de nombreuses personnes.

Ce type de mesures arbitraires ne peut que créer d'importants problèmes sanitaires et de cohabitation (y compris dans les couples), tout en occasionnant des transgressions de normes – qui se multiplieront à l'arrivée des beaux jours – et donc d'autres risques de contamination. D'autant plus que le sentiment d'injustice ou d'incohérence croissent. Si les chiens, dont la promenade quotidienne devient un sauf-conduit, peuvent sortir avec leur maître, pourquoi le jogger ou le cycliste ne pourrait-il faire usage de l'espace public en guise d'exutoire ? Pourquoi la Belgique autorise-t-elle le sport ou la promenade, sans limites spatiales, à condition de ne pas s'agglutiner ? Les très rationnels Allemands encouragent la pratique individuelle du vélo – qui ne contamine personne si l'on garde les distances –, à la fois pour favoriser la détente (contre le stress) et le bon état des voies respiratoires, mais la France le proscriit. Quelle est la logique de cette interdiction ?

Il est possible de concilier nécessaire protection sanitaire et libertés individuelles encadrées qui, loin de l'altérer, la rendront plus efficace si les habitants acceptent mieux des contraintes considérées comme plus cohérentes ou justes et, en conséquence, transgressent moins les normes.

Salvador Juan,
CERREV, UNICAEN

<https://mrsh.hypotheses.org/4736>



CRISE SANITAIRE

Vacance italienne

J'avais prévu de faire pour la MRSH un compte-rendu des rencontres préparatoires au colloque international Passeurs. *La culture italienne hors d'Italie*, programmé pour la fin août 2020 à Buenos Aires. Le colloque est reporté à 2021 (PJ1), pour autant les rencontres ont permis de présenter des interventions relatives à ce projet (PJ2) et d'élaborer un important programme de communications à l'UBA (150 env.) émanant de chercheurs italianistes de tous les continents. Depuis le monde s'est refermé, l'idée d'envisager des déplacements internationaux de grande ampleur est devenue saugrenue. (Université de B. A. fermée jusqu'en août 2020). Notre projet de diffusion de la culture italienne a momentanément perdu de son actualité, il s'est retrouvé en vacance. Le titre de ce petit « billet » reprend à dessein le terme de *vacances* car c'est celui qui a surgi, dès l'annonce de la fermeture officielle de nos établissements : un soupçon de vacances s'est fait jour et sans surprise à l'encontre des enseignants ; le sentiment général, qu'il s'agisse des medias, des instances politiques ou des réseaux sociaux, étant qu'un enseignant ne travaille que lorsqu'il fait cours en présentiel. Ce qui limite *de facto* considérablement la portée de notre implication et l'ampleur de nos tâches...

La notion de vacance s'applique désormais à l'Italie elle-même. La *vacance* correspond à une période d'interruption de l'activité, ce qui paradoxalement induit une forme nouvelle de « disponibilité », elle appelle à pourvoir une charge qui n'est plus assurée. Le phénomène, aujourd'hui mondial, est allé *crescendo*, ce qui se préparait pour la France était en germe en Italie, sonnait comme un avertissement sinistre et solennel plus ou moins audible. En tant qu'italianiste, je suis restée en contact étroit avec mes interlocuteurs transalpins – connaissances, collègues, copains, amis, parents, les frontières entre ses différents statuts se sont d'ailleurs brouillées au fil du temps et au rythme de la propagation de l'épidémie. Les historiens rappellent que l'Italie a souvent été considérée comme « le laboratoire », notamment politique, de l'Europe : soulignant par-là combien la nation italienne a pu faire fonction de terrain d'expérimentation. L'adage s'est tristement vérifié, ce qui s'est produit en Italie s'est avéré être un sombre prélude à une catastrophe qui s'annonçait. Soulignons le fort parallélisme des situations, des réactions, des commentaires : nous avons suivi en France la même voie, celle de la désinvolture, de l'incrédulité puis de l'inquiétude et finalement de l'effroi. Enfermement, pénuries réelles ou phantasmiques, marché noir, révoltes : autant de sujets d'étonnements qui sont devenus nos réalités.

La lettre de Cristina Comencini, intitulée « Chers cousins français », en forme de mise en garde bienveillante, souligne justement la proximité des peuples cousins,

désormais physiquement séparés. Mes échanges avec les chercheurs italiens ont d'abord été réduits à l'essentiel : *come va?* ; ils ont porté ensuite sur les questions pratiques, sur nos échanges maintenus virtuellement ou laissés en jachère. Ces liens nous sont apparus d'autant plus précieux qu'ils étaient soudainement menacés. Le temps de la conversation est venu ensuite pour tenter de trouver un sens à cet événement en apparence inouï, d'autant qu'il existe en Italie une tradition littéraire de l'épidémie. Le *Décameron* de Boccace a été largement convoqué. Rappelons que le recueil de nouvelles se propose d'instituer, en période de peste, un *régime* au sein duquel une compagnie choisie s'assemble et s'isole pour réinventer un monde idéal et vertueux. Ce temps de « réclusion » est mis à profit pour repenser l'essentiel, au gré des récits qui sont autant de sources de réflexion pour préparer le monde *d'après*. La figure de « l'untore » (qui répand la contagion) du plus célèbre des romans de la littérature italienne, *Les fiancés* de A. Manzoni, s'offre comme une variation sur la question de l'origine, potentiellement coupable, de la pandémie, la quête du fameux « patient zéro ». À ces références canoniques, ajoutons une invitation à lire le *Todo Modo* de L. Sciascia qui conjugue les thèmes de la clôture, du complot et de la violence des puissants ou à se plonger dans *Le Désert des Tartares* de D. Buzzati dans lequel l'isolement est à la fois métaphore d'un rétrécissement de l'espace et d'une vertigineuse dilatation du temps. Ce qui nous ramène à la notion de vacuité.

Brigitte Poitreau-Lamesi,
Laslar, UNICAEN

<https://mrsh.hypotheses.org/4741>



Le baiser, 1859, Francesco Hayez (Pinacothèque Brera Milan)

CRISE SANITAIRE

Crise sanitaire, confinement et intérêt général.

Un regard du point de vue de l'éducation à faire advenir

Si la pandémie liée au Covid-19 est au premier chef un problème de santé publique, le confinement qui a été mis en œuvre intéresse les sciences humaines : c'est bien une expérience inédite que nous vivons, qui relie chaque personne à la notion d'intérêt général. Et le territoire d'observation in vivo qui nous est offert soit directement, soit au prisme des médias ou encore des réseaux sociaux, chacun captant et relayant la réalité, ici mettant la focale sur tel aspect, là ignorant ou contournant d'autres aspects, constitue un gisement de matériaux important, même s'il est complexe.

La question que je souhaite discuter est la possibilité d'éduquer chacun à la notion d'intérêt général. C'est à la fois une question d'éducation scolaire et d'éducation extra-scolaire car elle interpelle non seulement le système éducatif et ses acteurs, mais aussi les diverses institutions éducatives que sont d'abord la famille mais aussi beaucoup d'autres espaces qui accueillent des enfants et plus largement des jeunes.

Éduquer est une vaste notion, historiquement chargée d'idéologie, qui comprend deux registres complémentaires en interaction : (1) l'instruction, au sens de connaissances et de savoir-agir à transmettre, et (2) socialisation¹, plutôt mise à l'arrière-plan et presque oubliée par le système éducatif, surtout lorsque ce dernier se focalise prioritairement sur les performances scolaires qu'il mesure à l'aune de la notion de compétences, en pensant que celles-ci sont totalement objectivables.

Le confinement est lié à l'intérêt général car il protège non seulement chacun mais aussi et surtout les plus vulnérables et la possibilité qu'ils trouveront un lit en réanimation si besoin est le moment venu. Paradoxalement, il matérialise bien, au delà du fait de rester chez soi avec mille inconvénients possibles, la notion de *vivre ensemble*, qui constitue l'objectif de la socialisation mais qui est invisible... en tout cas plus difficile à saisir que tel ou tel bien matériel, immédiatement consommable.

Matérialiser l'idée d'intérêt général, c'est rendre palpable non seulement l'action médiatisée des premiers

de cordées, mais aussi, la foule des solidarités invisibles et quotidiennes, par exemple celles des soignants qui il y a peu criaient dans le désert ou presque pour être pris en compte. En creux, c'est aussi repérer les incivilités qui par égoïsme, insouciance ou bêtise, piétinent l'intérêt général, en l'occurrence notre santé sanitaire qui est un bien commun, mis sur le devant de la scène.

Toutes les instances éducatives, et l'école est ici en première ligne, ont à relever un défi qui requiert inventivité, courage et ténacité : mettre en mots mais surtout en actes des pratiques qui permettent aux jeunes -et finalement à tous- de penser et d'agir cette notion d'intérêt général, afin de ne pas la laisser repartir dans les préoccupations secondaires de l'éducation. Les méthodes actives, les espaces d'écoute et de dialogue, des ateliers de diverses natures sont des vecteurs pour y parvenir. Sans doute aussi est-ce l'occasion de réfléchir, au delà de l'éducation, à un modèle de société, qui serait d'abord une communauté de vie et pas seulement une organisation au service de la consommation de biens et services, où liberté individuelle et intérêt général, en dialogue, pourraient aider à sortir de l'ornière des crises récurrentes qui alertent sur le trop peu de cas fait à l'intérêt général et aux solidarités horizontales ou transverses : crises sanitaire, écologique, économique, sociale... On retrouve une raison à donner vie à cet aphorisme connu : changer la société pour changer l'école ou changer l'école pour changer la société. Car l'intérêt général s'apprend, s'éprouve, s'expérimente et se transmet. Un défi nécessaire à relever quand la parenthèse « confinement » sera refermée.

Thierry Piot,
Cirnef, Unicaen

¹ La socialisation peut être succinctement définie par celle-ci pouvant être définie comme le processus au cours duquel un sujet apprend à vivre en société, durant lequel il intériorise les normes et les valeurs, et par lequel il construit son identité individuelle et sociale.

<https://mrsh.hypotheses.org/4717>



CRISE SANITAIRE

Confinement et arrêt de l'économie. Quelles perspectives ?

Sur le plan économique, la crise sanitaire que nous traversons constitue un phénomène totalement inédit non pas tant par la baisse de la production qui va obligatoirement s'en suivre que par l'origine de cette baisse. Car l'arrêt de la production ne résulte ni d'un problème de surproduction comme en 1929, ni d'un problème dans la trésorerie des entreprises comme lors de la crise des subprimes en 2008-2009, mais bien de décisions gouvernementales qui ont contraint une grande partie des travailleurs à rester chez eux. En l'absence de possibilité de télétravail, beaucoup ont en effet été obligés de cesser d'exercer leur activité. Cette disposition ne concerne évidemment pas les secteurs strictement indispensables à la vie des habitants, tels que les fournisseurs d'eau ou d'énergie, les télécommunications, la collecte des déchets, la grande distribution et les commerces alimentaires ou la santé, ainsi que les secteurs qui sont indispensables au fonctionnement de ces derniers, comme le transport de marchandises, l'agriculture, l'industrie agroalimentaire, ... et, dans la mesure où elles existent en France, les entreprises produisant du matériel pour les soignants. Certains de ces secteurs travaillent même de façon particulièrement intensive, et ce d'autant plus que le gouvernement a adopté une mesure temporaire portant de 48 heures à 60 heures la durée maximale hebdomadaire du travail.

A quelle perte de production, faut-il s'attendre dans ces conditions ? L'estimation la plus simpliste revient à associer à chaque mois de confinement une réduction du PIB d'un douzième de sa valeur annuelle, soit un peu plus de 8%, par rapport à ce qui aurait pu être attendu pour l'année 2020, soit, en retenant une fourchette large, entre 2400 et 2500 milliards d'euros. La perte de production par mois de confinement devrait heureusement être bien inférieure à 8% d'un tel montant. D'abord, comme nous l'avons préalablement montré, la production est loin d'être totalement stoppée. Les premières estimations prudentes de l'INSEE évoquent une chute de 35% de l'activité en mars, soit une baisse de production correspondant à environ 3% du PIB annuel. Ensuite, une telle crise devrait être suivie d'un fort rebond, car une grande partie des dépenses de consommation et d'investissement n'ont été que reportées et seront effectuées lorsque le confinement sera levé, à condition que les revenus des ménages soient maintenus.

Reste à savoir si les entreprises seront en mesure de répondre à ce surcroît de demande, en d'autres termes dans quelle mesure la production perdue pourra être rattrapée. Ce rattrapage ne sera au mieux que partiel. Ainsi, pour toutes les usines qui travaillaient

précédemment au maximum de leurs capacités, par exemple en 3 x 8 heures, chaque journée de production perdue l'est définitivement. Cependant, cette situation ne concerne qu'une petite partie des entreprises, la plupart d'entre elles pourront dépasser leur niveau habituel de production après la fin du confinement, à condition de disposer de suffisamment de temps de travail et, plus encore, d'avoir surmonté financièrement cette période difficile. Dans cette optique, le gouvernement a adopté une série de mesures destinées à éviter que les entreprises réduites à l'inactivité ne licencient leur personnel et ne fassent faillite.

Ces mesures consistent dans différents reports de charges (loyers, impôts, ...), l'extension du dispositif de chômage partiel et une garantie de l'État pour des prêts bancaires. La mesure de chômage partiel donne la possibilité aux entreprises de faire financer par l'Etat les salaires des employés inoccupés. Cette aide s'élève à 70% du salaire brut (soit 84% du salaire net) et même à 100% pour les travailleurs rémunérés à hauteur du SMIC. Elle a pour objectif d'éviter que les entreprises qui ne peuvent exercer leur activité, ne se séparent de leurs salariés. Le coût de cette mesure, estimée à environ 4 milliards par mois, sera compensée par l'absence de l'explosion des allocations chômage qui aurait suivi une vague de licenciements, telle qu'elle est par exemple observée aux Etats-Unis. L'ensemble de ces mesures devrait permettre un redémarrage rapide de l'activité économique après la fin du confinement, les entreprises qui auront conservé leurs salariés, pourront répondre immédiatement à la demande de consommateurs qui dépenseront d'autant plus qu'ils auront conservé leur emploi !

Isabelle Lebon et Vincent Merlin
CREM - UMR CNRS / UNICAEN

<https://mrsh.hypotheses.org/4721>



CRISE SANITAIRE

Les trois échelles géographiques d'un virus

Depuis la mi-mars, un virus rôde. Les rues se sont vidées, terrasses et jardins publics ont fermé. Comme le rappelle Georges Pérec « *Nous vivons dans l'espace, dans ces espaces, dans ces villes, dans ces campagnes, dans ces couloirs, dans ces jardins. Cela nous semble évident. (...) Mais cela n'est pas évident, cela ne va pas de soi* »¹. Perçu comme « allant de soi », notre « espace vécu »² s'est bizarrement transformé. Lorsque les rues, les jardins, les bureaux sont délaissés, le logement s'adapte. À son tour, il devient rue, jardin ou bureau : les enfants y dessinent, jouent au ballon, tandis que les parents tentent de « télétravailler » sur une table reconvertie en poste informatique.

D'autres lieux deviennent invisibles, faute de fréquentation : le centre commercial, la gare, le stade, le cinéma. Les transports en commun sont délaissés : on n'a plus besoin d'aller là où ils vont et on redoute la promiscuité qu'ils imposent. L'automobile ne roule presque plus, alors que beaucoup juraient ne pouvoir s'en passer. En temps normal, les Français parcourent trente kilomètres par jour, dont environ 25 en automobile³. Ces parcours joignent le domicile au travail, ils permettent la consommation ou la conduite des enfants à l'école. Juxtaposés, ils structurent des aires urbaines, dessinées par l'INSEE autour des agglomérations⁴. La restriction de nos déplacements a appauvri ces parcours et les aires urbaines, à leur tour, se sont évanouies⁵.

Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, l'humanité combat un fléau d'ampleur globale : des dizaines de milliers de décès, la moitié des Terriens « confinés » afin de limiter la propagation du Covid-19⁶. La réponse prioritaire concerne les malades : approvisionnement en médicaments et en matériel médical, transferts des cas graves, hôpitaux de campagne, aides à la recherche. Les mesures d'urgence concernent aussi les populations non-atteintes, obligées au confinement. Pour ces milliards d'humains, il faut maintenir l'activité économique, faire la classe à distance, assurer l'approvisionnement, organiser le chômage partiel, déterminer les services qui resteront accessibles. Surtout, mobiliser les sommes colossales nécessaires au financement de toutes ces mesures.

Dans cette « guerre »⁷, les institutions plébiscitées par quatre décennies de dérégulation sont étonnamment absentes. Affaiblie, l'Union Européenne ne parvient pas à coordonner l'action des états-membres. Les collectivités territoriales, particulièrement les municipalités, agissent dans la proximité mais ne peuvent développer des politiques générales. Les « métropoles », soient les grandes villes motrices de la mondialisation économique, portées aux nues depuis deux décennies, en sont réduites à faire appel aux gouvernements et aux institutions européennes⁸.

À contrario, l'épidémie démontre la mobilisation des appareils d'états et des gouvernements centraux, à rebours des prédictions néolibérales qui annonçaient leur fin prochaine. Partout dans le monde, indépendamment de l'orientation idéologique des dirigeants et de la sensibilité des sociétés, les états réapparaissent et proposent des stratégies diverses : ainsi, les mesures de confinement de l'Italie ou de la France diffèrent-elles des dépistages précocement développés en Corée du Sud. S'il se confirme, quelle caractéristique prendra ce « retour de l'état »⁹ ? Un retour des politiques publiques d'investissement et de redistribution ? Ou le triomphe des souverainismes et des populismes ?

Outre ses effets directs, l'épidémie de Covid-19 bouleverse trois échelles de notre espace vécu : le logement, la ville, le monde. Comment ces échelles se recomposeront-elles après la crise ? Les tendances au repli et à la méfiance vont-elles se renforcer, consacrant mon « chez-moi », mon « quartier », mon « identité » ? À contrario, la crise engagera-t-elle l'humanité vers plus de solidarité ? Avec mon voisin comme avec l'ensemble des Terriens : « vous, mes amis que je ne connais pas »¹⁰.

Pierre Bergel
ESO-CAEN, UNICAEN

¹ Georges Pérec, 1974, *Espaces d'espaces*. Paris, éd. Galilée, 122 p. Avant-propos p. 13.

² Armand Frémont, 1976, *La région, espace vécu*. Paris, PUF coll. SUP, 223 p.

³ Jean Viard, 2011. *Nouveaux portraits de la France. La société des modes de vie*. La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 204 p. Information p.63. Véronique Lamblin, Jacques Theys, 2003, *Radioscopie de la France en mutation, 1950-2030*. Rapport d'étude de l'association Futuribles, 2 vol. Chap. 28 « La mobilité quotidienne ».

⁴ La définition des aires urbaines est disponible sur : <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/espace-a-dominante-urbaine-aires-urbaines/>

⁵ Le décret du 23 mars 2020 régit les sorties et incite à limiter les déplacements dans un rayon d'un kilomètre autour du domicile. 3 avril 2020

⁶ Discours du Président de la République française, 16 mars 2020.

⁷ *Maire-Info*, 2 avril 2020, « Covid-19 : l'appel des maires des grandes villes européennes aux gouvernements et à l'UE ».

⁸ Sarah Knavo, 2020, « La crise du coronavirus marque-t-elle le retour de l'état ? ». *Figaro/Vox* [en ligne] publié le 23 mars 2020 : www.lefigaro.fr/vox/politique/la-crise-du-coronavirus-ou-le-retour-de-l-etat-20200323

¹⁰ Jean Ferrat, *Hourrah !* Parole et musiques de l'auteur, novembre 1964.

<https://mrsh.hypotheses.org/4788>



Crises sanitaires et environnementales : une initiative conjointe du CNRS et de l'Inserm

Le CNRS et l'Inserm s'associent, en lien avec la CPU, l'Ined, Inrae et l'IRD et sous l'égide d'Athena et Aviesan¹, pour faire émerger des questions scientifiques clés autour des crises sanitaires et environnementales et à agréger les initiatives des communautés de recherches en humanités, sciences sociales et santé publique nées de la présente crise du Covid-19.

L'épidémie de Covid-19 suscite une mobilisation très vive de la communauté de recherche en humanités, sciences sociales et la santé publique. Les appels qui circulent dans les communautés scientifiques et les premières propositions de projets de recherche, très nombreuses, témoignent de sa volonté de faire progresser la science pour contribuer à faire face à la crise sanitaire, à ses effets de long terme, et aux crises sanitaires et environnementales qui pourraient survenir à l'avenir, et à les comprendre.

L'initiative lancée par le CNRS et l'Inserm, « Crises sanitaires et environnementales - Humanités, sciences sociales, santé publique » (HS3P-CriSE), est collaborative et pluridisciplinaire. Elle portera sur la situation en France et beaucoup plus largement, sur celle d'autres pays, avec un intérêt particulier pour les pays des Suds.

De manière complémentaire aux actions déjà lancées en France et en Europe, cette initiative ambitionne de jouer un rôle en termes de proposition scientifique et

d'accompagnement au positionnement des équipes sur quelques questions de recherche centrales. Si elle s'ancre dans ce moment de crise, son action est prévue sur le long terme.

Sous la responsabilité de Marie Gaille pour le CNRS et Rémy Slama pour l'Inserm, un comité d'une dizaine de chercheuses et chercheurs, apportant différents regards et compétences disciplinaires, se réunira pour la première fois dans les prochains jours.



Appel à projets Flash COVID-19

Face à crise du COVID-19, l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) a lancé un appel à projet flash, avec un processus accéléré d'évaluation et de sélection. Le CERREV a répondu à cet appel en déposant un projet intitulé *Communication, vie quotidienne et démocratie technique*, auquel Le Dôme, le centre de culture scientifique, technique et industrielle de Caen et l'EREN, l'Espace régional éthique normand, se sont associés.

Coordinateur scientifique : Frédérick Lemarchand

La présente proposition, qui émane d'une équipe multidisciplinaire en SHS (CERREV) chevronnée en études des risques et des situations de crises, en association avec un Espace régional éthique et un Living Lab, ambitionne de produire une première analyse pragmatique et pratique des enjeux sociaux de la « crise du coronavirus ». Quatre angles ont été retenus par ce consortium pluridisciplinaire : les transformations de la vie quotidienne (dont le télétravail) et la construction sociale du risque ; les stratégies d'information (médiat/public) ;

l'implication des publics dans la gestion des crises futures (ateliers livinglab) et enfin l'analyse pluridisciplinaire des remontées du groupe d'appui territorial éthique. Les résultats auront une portée pratique et seront destinés à l'accompagnement des acteurs décisionnels (pouvoirs publics, corps médical, entreprises) et des citoyens. Une collaboration avec le Collaboretoire de l'UNIL sera possible sur deux volets.

Retour

La représentation

Mercredi 11 mars 2020 avait lieu à la Maison de la Recherche en Sciences Humaines l'avant-dernière séance du séminaire annuel d'Identité et Subjectivité, et la dernière conférence sur « La représentation » avant les épreuves d'admissibilité de l'agrégation externe.

L'agrégation de philosophie est traditionnellement adossée à la recherche : les cours d'agrégation sont toujours, pour un enseignant-chercheur, des moments où recherche et pédagogie sont en parfaite adéquation. On sait, par exemple, combien le cours de Merleau-Ponty sur *Matière et mémoire* de Bergson, à l'occasion d'un programme d'agrégation, fut décisif pour le développement de sa philosophie. Plusieurs membres d'Identité et Subjectivité déposent ainsi leurs cours d'agrégation dans la [collection Hal de leur équipe](#). Autant qu'un cours de master, un cours d'agrégation est un lieu de formation à la recherche par la recherche. L'après-midi du 11 mars 2020 correspondit parfaitement à cette tradition philosophique de l'université française. Elle était consacrée à des corpus peu traités dans le cursus académique classique, tout en étant essentiels pour le traitement de la représentation dans l'histoire de la philosophie : le corpus médiéval, et l'œuvre de Maine de Biran.

Olivier Boulnois (EPHE), historien de la philosophie médiévale et spécialiste de Duns Scot, consacra sa communication à l'archéologie médiévale du questionnement kantien sur la représentation. Poser la question de la vérité en termes de représentation n'a rien de naturel : c'est un « artefact philosophique issu d'une longue sédimentation historique », comme l'expliqua Olivier Boulnois. L'origine de ce questionnement se trouve dans la double définition de la vérité chez Avicenne, comme adéquation de la chose à la représentation dans l'intellect divin d'une part, et comme adéquation de la représentation dans l'intellect humain à la chose d'autre part. En ce sens, la représentation mentale dans l'intellect humain est une représentation de représentation, dont la vérité est garantie par la Vérité même qu'est Dieu. Olivier Boulnois montra comment, par la médiation entre autres de Duns Scot, la question de la vérité fut définitivement reformulée en termes de représentation.



Maine de Biran – Domaine public

Anne Devarieux (Université de Caen Normandie), spécialiste internationalement reconnue de Maine de Biran, expliqua la critique de la représentation par cet auteur si important pour l'histoire de la philosophie

française. Inventeur du concept de « corps propre », sans lequel la phénoménologie merleau-pontyenne et henryenne n'existerait pas, Maine de Biran souligne que nous n'avons pas une connaissance représentative de notre corps. Le corps propre, comme le sentiment de l'effort, sont connus de manière non représentative. L'originalité de Maine de Biran n'est pas de souligner qu'il existe une connaissance par sentiment : Malebranche parlait déjà de la connaissance que l'âme a d'elle-même par sentiment. Mais selon Maine de Biran, cette connaissance par sentiment n'est pas confuse : le fait primitif a son évidence propre. La critique biranienne de la représentation va ainsi de pair avec une critique du langage : penser, ce n'est pas manipuler des signes. Mais Biran produit également une théorie originale de la représentation, en distinguant par exemple la représentation passive et la représentation active.

Plus de vingt personnes assistaient à cette séance de séminaire : chercheurs titulaires et associés de l'équipe Identité et Subjectivité, enseignants de philosophie, étudiants de master et agrégatifs – sans compter les agrégatifs à distance qui écoutèrent l'enregistrement des conférences sur ecampus dans le cadre de la préparation comodale à l'agrégation. Les questions de la salle portèrent sur les liens et déplacements conceptuels entre les auteurs étudiés le 11 mars, et les auteurs étudiés lors des séances précédentes. Ainsi les discussions constituèrent-elles une conclusion générale à l'ensemble du séminaire annuel. Son objectif – qui était de lier préparation au plus difficile concours de philosophie en France, formation à la recherche, et recherche – a été parfaitement accompli.

Maud Pouradier
Identité et subjectivité, UNICAEN

<https://mrsh.hypotheses.org/4654>



Paroles de paysans. Les mots des campagnes, en hommage à Marcel Lachiver (1934-2008)

Responsables scientifiques : Élisabeth Ridel-Granger, Jean-Marc Moriceau, Philippe Madeline

Responsable du carnet de recherche : Élisabeth Ridel-Granger

Webmestre : Marie-Laure Compant la Fontaine

URL : <https://lexirural.hypotheses.org/>

Créé à l'initiative du Pôle Rural en novembre 2018, le carnet de recherche Hypothèses *Paroles de paysans* est consacré à l'étude du lexique du monde rural dans une perspective pluridisciplinaire, mêlant à la fois histoire, linguistique, archéologie, géographie, anthropologie, sociologie et sciences de l'écologie et de l'environnement. Il prend sa source dans le travail monumental de l'historien Marcel Lachiver, qui publia en 1997 le *Dictionnaire du monde rural*. Les mots du passé, véritable trésor de 45 000 entrées de vocabulaires et d'expressions en usage dans les campagnes françaises, du Moyen Âge à nos jours. Une seconde édition, en 2006, a vu passer ce dictionnaire à 57 500 entrées. Fruit d'une cinquantaine d'années de travail de dépouillement et de compilation de manuels d'agronomie et de dictionnaires de patois, ce dictionnaire atypique, dont la dimension culturelle n'est plus à démontrer, est aujourd'hui un outil de référence. C'est cette richesse que *Paroles de paysans* s'attache à faire connaître et à valoriser non seulement auprès des spécialistes du monde rural mais aussi auprès d'un public plus large.

Dans sa préface de l'édition de 2006, Marcel Lachiver précise qu'il a destiné la poursuite de son œuvre au Pôle Rural et à l'association « Histoire et Sociétés Rurales ». Il a légué au Pôle Rural toutes les fiches papier du *Dictionnaire* ainsi que de nombreux documents d'archives (notes, études préparatoires, graphiques, etc.), qui éclairent sa démarche d'historien. Investi de cette mission, qui mobilise chercheurs de différentes disciplines et étudiants, le Pôle Rural entend tenir compte de cet important héritage en mettant en œuvre de nouveaux projets lexicographiques et lexicologiques, en particulier autour de l'élevage, la chasse, la forêt et les énergies (hydrauliques, éoliennes), mais aussi en valorisant le fonds Marcel Lachiver. Les lectrices et lecteurs du carnet pourront ainsi découvrir, par exemple, d'où vient l'expression courante « être aux abois », tout savoir sur une « baratte » à beurre, ou encore apprendre la signification du substantif « alluchon », terme technique employé dans la charpenterie des moulins à eau. Car ce carnet a pour originalité de fonctionner comme un dictionnaire en ligne ! Chaque entrée du glossaire de la chasse, qui repose sur la définition fournie par le *Dictionnaire du monde rural* (avec, en clin d'œil, la fiche papier de la main même de Marcel Lachiver), renvoie à un billet structuré et synthétique. Par exemple, l'entrée « meute » indique les différentes formes de ce mot, ses usages dans le domaine de la vénerie et du piégeage, les locutions liées, des citations datées et référencées

(anciennes et modernes), ainsi qu'un bref historique du mot. Par ailleurs, chaque mot fait autant que possible l'objet d'un traitement iconographique, conférant à chaque glossaire une dimension encyclopédique.

Mais le carnet *Paroles de paysans* n'est pas seulement une compilation de mots, certes enrichie par rapport aux définitions initiales du *Dictionnaire*, il tient aussi compte du contexte historique, social et culturel dans lesquels ont été formés et employés ces mots. C'est pourquoi le carnet propose différentes rubriques qui apportent un autre éclairage à ces mots des campagnes : des images du monde rural, commentées et analysées ; des paroles, extraites d'archives sonores ; des notes issues de prospections de terrain et dans les archives. Le principe est de toujours partir de la définition d'un mot du *Dictionnaire*. N'oublions pas, en effet, que les mots renvoient à des choses, des techniques, des gestes ou des concepts, qu'ils sont « porteurs d'histoire » ! Lectrices et lecteurs trouveront aussi des instruments de travaux : bibliographies (avec des liens vers les grands portails bibliographiques : Gallica, Persée, Cairn, etc.) et webographies, des expositions virtuelles, et des supports de communication, ainsi que des éléments biographiques éclairant la vie de Marcel Lachiver et un classement analytique de ses archives léguées au Pôle Rural. Des permaliens ont été créés d'une rubrique à l'autre, d'une page à l'autre, rendant plus riche la navigation dans ce carnet. Multidisciplinaire par essence, le carnet de recherche *Paroles de paysans* rend ainsi hommage au monde rural, en mettant en lumière sa richesse linguistique et culturelle, développée depuis des siècles, et dont bénéficie encore aujourd'hui l'ensemble de la société.



Retour de chasse de paysans originaires de Saint-Georges-d'Elle (Manche), au sud de la forêt de Cerisy, dans les années 1950. Collection famille Madeline

Matières poétiques

Anne Gourio et Cécile Brochard (LASLAR, Université de Caen Normandie) ont lancé un carnet de recherche consacré au projet interdisciplinaire « *Matières poétiques* » : <https://matierespoet.hypotheses.org/>

À la croisée des littératures française et étrangère, le projet « *Matières poétiques* » explore les modes de présence de la matière brute dans la poésie moderne et contemporaine. Il étudie l'imaginaire des éléments premiers, des supports naturels, des inscriptions réelles ou rêvées, et en analyse les implications formelles ; il aborde par ailleurs les enjeux anthropologiques de ces gestes poétiques, à la fois héritages de pratiques immémoriales (supports creusés, gravés, peints, lettres posées à même la pierre ou l'écorce) et expériences d'engagement dans le monde. À travers différentes aires géographiques et linguistiques, « *Matières poétiques* » entend établir une archéologie de cet imaginaire en poésie et dégager d'éventuels invariants transculturels.

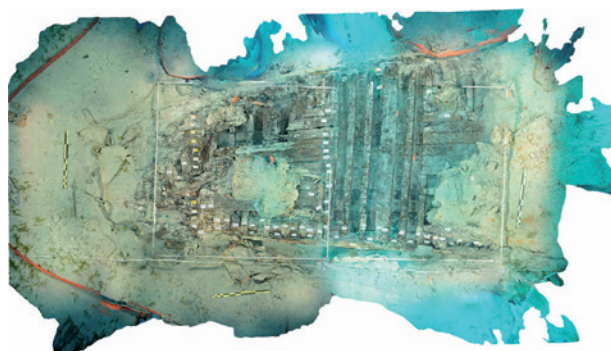


Publication

Le CRAHAM (UMR 6273 CNRS - UNICAEN) vient de publier le 49^e numéro de la revue *Archéologie médiévale*, dirigée par Luc Bourgeois.

Chaque numéro de la revue *Archéologie médiévale* comprend des articles de fond portant sur des aspects récents de la recherche archéologique française ou étrangère, et une chronique des fouilles. Celle-ci rassemble des notices traitant de toutes les opérations de fouille ou de recherche en archéologie médiévale ou post-médiévale, pour l'année écoulée, regroupées selon six rubriques : établissements civils, établissements fortifiés, établissements ecclésiastiques, établissements artisanaux, sépultures et nécropoles, recherches subaquatiques. Un bulletin critique réunit des comptes rendus d'ouvrages d'archéologie et une rubrique livres reçus.

Cette revue est disponible en version papier sur le site du CNRS éditions (<https://www.cnrseditions.fr>) ou en ligne (<https://journals.openedition.org/archeomed>).



Restons en contact

Les locaux de la MRSH sont fermés au public le temps du confinement.

Toute l'équipe reste joignable, vous pouvez retrouver nos contacts sur notre site web :

<http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/usr3486>

La Plateforme universitaire de données de Caen (PUDC) reste également à votre service si vous avez des statistiques à traiter.

Plus d'infos :

<http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/pudc>

Contact : alseny.niare@unicaen.fr



/mrsh.normandie.caen



@MrshCaen

LE CARNET
DE LA MRSH

Au cœur des
sciences humaines et sociales
et de l'interdisciplinarité

